

# **LES MARCHES FRONTALIERS: FACTEURS ET TEMOINS D'UN INVESTISSEMENT COLLECTIF MARCHAND ET PUBLIC**

*Atta Koffi*

Maître de Recherches à l'Institut de Géographie Tropicale, Université Félix Houphouët Boigny de Cocody, Abidjan, Côte d'Ivoire

*Nama Laurent Anzan*

*Dongo Koffi René*

Doctorant à l'Institut de Géographie Tropicale, Université Félix Houphouët Boigny de Cocody-Abidjan, Côte d'Ivoire

*Gogbé Téré*

Enseignant chercheur à l'Institut de Géographie Tropicale, Université Félix Houphouët Boigny de Cocody-Abidjan, Côte d'Ivoire

---

## **Abstract**

Since the middle of the years 1980, the borders of State became places of commercial excitement, animated at the same time by the far-off flows and the small cross-border traffics. Following the example of these cross-border spaces, the one of Indénié-Djuablin located in the East of Ivory Coast, that shelters several urban and rural markets puts rhythm into the commercial activities. These commercial places which mark out the frontier line between Ivory Coast and Ghana are invaded by several actors who play very important part in the development of the frontier site. The following study has for main aim to measure the investments achieved in the cross-border space allowing the improvement of the level and the framework of the life of the populations. So observations and interviews were carried out in twelve (12) frontier localities as well on the side of Ivory Coast as on the Ghanaian side. In spite of the commercial turmoil under the protection of the border, the socio-educational, collective equipment and other investments in the real estate noted are mainly the work of the public authorities with a tiny participation of some commercial actors. The infrastructural problems, of insecurity and facilities are as many hindrances to the dynamism to the border commercial places. It would therefore be advisable to the main actors to invest in the country-border helping thus the public authorities to improve their condition and the living environment.

---

**Keywords:** Borders; Indénié-Djuablin, border markets, investments, country-border

---

## Résumé

Depuis le milieu des années 1980, les frontières d'État sont devenues des lieux d'effervescence commerciale, animés à la fois par des flux lointains et par de petits trafics transfrontaliers. À l'instar de ces espaces transfrontaliers, celui de l'Indénié-Djuablin situé à l'Est de la Côte d'Ivoire, abrite plusieurs marchés urbains et ruraux qui rythment les activités commerciales. Ces places marchandes qui jalonnent la ligne frontalière entre la Côte d'Ivoire et le Ghana sont envahies par plusieurs acteurs aux rôles déterminants et qui participent au développement du site frontalier. La présente étude a pour objectif principal de mesurer les investissements réalisés dans l'espace transfrontalier permettant l'amélioration du niveau et du cadre de vie des populations. De ce fait, des observations et entrevues ont été réalisées dans douze (12) localités frontalières aussi bien du côté ivoirien que du côté ghanéen. Malgré le bouillonnement commercial à l'ombre de la frontière, les équipements socio-éducatifs, collectifs et autres investissements dans l'immobilier constatés sont en grande partie l'œuvre des pouvoirs publics avec une infime participation de quelques acteurs commerciaux. Les problèmes infrastructurels, d'insécurité et d'équipements sont autant d'entraves au dynamisme des places commerciales frontalières. Il serait donc recommandable aux principaux acteurs d'investir dans le pays-frontière aidant ainsi les pouvoirs publics à améliorer leurs condition et cadre de vie.

---

**Motsclés :** Frontières, Indénié-Djuablin, marchés frontaliers, investissements, pays-frontière.

## Introduction

Pendant la période coloniale, les régions frontalières constituaient des espaces déprimés en Afrique occidentale, marginales dans le processus de développement territorial (Igué, 1995). Elles se caractérisaient par le flottement de leur population fuyant l'impôt, les corvées de portage et de construction d'infrastructures routières. Pour échapper donc aux tracasseries des politiques coloniales, les populations frontalières ont créé plusieurs marchés dont la fréquentation permet de communiquer régulièrement. Cependant, tous les marchés ne résultent pas des conséquences du partage colonial.

Depuis le milieu des années 1980, les frontières d'État sont devenues des lieux d'effervescence commerciale, animés à la fois par des flux lointains et par des trafics transfrontaliers (Piermay, 2005). Le principal effet tangible de cette activité est l'existence de marchés frontaliers, lieu de rencontre des

commerçants des pays limitrophes et voisins. Par ailleurs, les populations vivant dans ces régions frontalières se sentent laisser pour compte par l'État dans le processus de développement du territoire. Fort de cela, elles-mêmes se mettent à l'ouvrage pour relever le niveau de développement de ce pays-frontière. L'outre-frontière devient donc un allié pour ces populations. L'exploitation du différentiel lié aux disparités des politiques économiques et monétaires entre les Etats permet le développement d'une économie souterraine très importante qui s'établit sur les marges frontalières (Nassa, 2005).

L'espace transfrontalier de l'Indénié-Djuablin se révèle donc structuré par des marchés hiérarchisés, dominés au sommet par des marchés centraux, puis relayés vers la base par des petits marchés satellites qui s'égrènent le long de la frontière. Ces différents marchés urbains et ruraux ne sont pas seulement le siège d'échanges transfrontaliers de proximité, mais ils servent également d'appui et de relais pour des flux lointains, parfois noués avec des États d'autres continents. Ces places de commerce sont envahies par des commerçants, transporteurs et d'autres acteurs qui se sont insérés dans le créneau frontalier. Ce dernier recèle des opportunités de travail et est aussi une source potentielle de revenus pour les milliers de sans-emplois.

Cela favorise une croissance de la population qui fait appel à de nouveaux services et de nouveaux équipements. Il est donc intéressant de savoir quel est l'impact des places marchandes sur le pays-frontière ? Plusieurs études ont porté sur l'organisation des marchés à l'échelle nationale ou sous régionale en Afrique de l'Ouest, à partir notamment des flux transfrontaliers. D'autres ont exploré plus récemment l'intégration des marchés et la transmission des prix, le rôle des marchés secondaires dans la sécurisation alimentaire même si certaines zones d'ombre demeurent. Beaucoup moins de travaux ont porté sur l'apport des principaux marchés au site frontalier qui les héberge. D'où l'importance de mener une étude permettant de faire ressortir les investissements réalisés du fait de la présence des marchés à l'ombre de la frontière surtout dans un espace aux potentialités économiques considérables à travers la présence de matières premières agricoles qu'est l'Indénié-Djuablin et jouissant également de la présence de deux monnaies dont l'une convertible(CFA) et l'autre non convertible(Cedi).

L'objectif principal de l'étude est de mesurer l'impact des places marchandes frontalières sur les conditions et cadres de vie des populations du pays-frontière Indénié-Djuablin. Il s'agit spécifiquement de caractériser les différents acteurs principaux, d'apprécier leur niveau et cadre de vie, et de proposer des pistes de réflexion en vue de l'amélioration du niveau de développement de leur espace.

## Matériel Et Méthodes

### Zone d'étude

Le pays-frontière Indénié-Djuablin est situé à l'Est de la Côte d'Ivoire entre la latitude 6°03' Nord et la longitude 3°20' Ouest. À l'instar des zones transfrontalières d'Afrique subsahariennes, l'Indénié-Djuablin connaît d'intenses activités commerciales avec des effets d'entraînement. La population connaît une croissance galopante et l'économie de cette région est florissante avec le commerce du bois, la culture du café et du cacao et surtout le trafic transfrontalier.



**Figure 1** : Marchés et postes frontaliers dans l'espace d'étude

Le choix de l'Indénié-Djuablin est justifié par le fait qu'il est contigu à la frontière et qu'à ce titre, plusieurs marchés y sont localisés favorisant

ainsi l'activité commerciale (voir figure 1). Ce pays-frontière joue un rôle de choix dans la dynamique des frontières vivantes du pays (Nassa, 2005). Cet espace transfrontalier est subdivisé en deux parties : un espace frontalier ivoirien et un autre ghanéen.

### **Échantillonnage de l'étude et choix des marchés**

Des enquêtes et des entrevues ont été réalisées auprès des acteurs principaux des marchés frontaliers et des personnes ressources de l'administration. Les critères de choix des marchés sont fonction de la situation géographique (à proximité de la frontière), de l'intensité de l'activité commerciale pour apprécier la taille de la place marchande, la nature des produits vendus et les bénéfices que ces ventes peuvent procurer et aussi de l'effet-frontière.

Sur un total de vingt-trois recensés, douze marchés à l'ombre de la frontière ont été retenus dont six sont qualifiés de marchés centraux (non pas à cause de leur position centrale dans la ville mais leur rayonnement sur des espaces très étendus et dont l'approvisionnement se fait parfois de loin) et six marchés satellites (dont la tenue est périodique et sont importants dans les relations ville-campagne).

### **Choix des personnes enquêtées**

Les personnes interviewées sont des agents de l'administration du pays-frontière (le Directeur régional du commerce et celui de l'ocpv, le Chef du service technique des mairies, le responsable des collecteurs de taxe, le chef des bureaux des impôts, le Directeur régional de la douane, le chef comptable de la mairie, le responsable de la police d'immigration, les premiers responsables administratifs : Préfets et Sous-Préfets, Gouverneur de district, des syndicalistes transporteurs).

Ces différentes personnes ressources ont été interviewées dans les localités retenues pour l'enquête afin d'avoir les informations concernant les commerçants exerçant sur les places d'échange et les transporteurs qui profitent de cette présence, à savoir les produits qui sont sur les marchés, les taxes et impôts perçues, les investissements privés et ceux effectués par les pouvoirs publics, l'attribution des lots et savoir davantage sur les opérateurs économiques.

Au total, vingt-cinq personnes ressources ont été interrogées pour comparer les informations à celles recueillies auprès des acteurs commerciaux enquêtés.

L'enquête s'est déroulée dans onze localités frontalières qui abritent les marchés étudiés et dans la zone transfrontalière auprès des commerçants et transporteurs. Le choix des personnes consiste à prendre les individus à partir des critères jugés pertinents qui décrivent de façon claire et objective

les commerçants et à un degré moindre les transporteurs. Il s'agit de : nom et prénoms, âge et sexe, nationalité, situation professionnelle, niveau d'instruction, types d'habitat, matériaux de construction, types de transport, lieu de résidence, types d'investissement.

Le recensement des commerçants a permis d'avoir une base de sondage de 570 personnes. Afin de mettre à profit nos expériences sur le terrain d'investigation et d'éviter les répétitions d'informations, aussi en tenant compte de la faible variabilité de l'information constatée lors de l'enquête pilote, un échantillon représentatif d'un tiers (1/3) a été retenu. Ce qui justifie le nombre total de commerçants choisis, 190 individus. Toutes les informations collectées ont permis de confronter celles recueillies à celles de la documentation et des observations de terrain.

### **Méthodes d'analyses et traitements des données**

Au cours de l'enquête, plusieurs techniques ont été mises en œuvre pour faciliter la collecte des données nécessaires. Il s'agit d'abord d'une enquête par interview. Celle-ci a concerné les personnes ressources et a permis de faire des entretiens avec les autorités administratives et villageoises des pays-frontière, et autres personnes susceptibles de fournir des informations sur le sujet d'étude.

Ensuite, l'enquête par questionnaire. L'utilisation des statistiques descriptives a permis d'évaluer l'importance, les zones d'atteinte économique, les implications des stratégies commerciales et d'autres contraintes rencontrées par les commerçants. Les données d'enquête à passage unique sont utilisées pour évaluer, pour certains produits, la structure de commercialisation, les fonctions accomplies et la formation des prix ; cela a également permis de collecter des informations sur les réalisations des acteurs commerciaux dans la zone qui héberge leurs activités. Cette phase a permis d'établir des statistiques sur les populations cibles.

Enfin les techniques d'observation participante et d'observation directe ont été utilisées. La première, avec des liens d'amitié tissés en amont avec certains partenaires des commerçants. Cela s'est traduit par des allers retours avec des commerçants dans certaines zones d'achat de produits manufacturés en provenance de plusieurs pays et même de certains continents. Ces différents voyages ont permis de voir l'état dans lequel les marchandises sont achetées, les marchandises les plus prisées et leur prix d'achat. La technique de suivi des frontières (observations) a permis également de comprendre comment s'organise la contrebande.

La seconde méthode de travail a consisté à faire en premier lieu une exploration libre de l'espace d'étude. Les visites ont eu lieu dans les localités cibles, dans les quartiers, dans les marchés, dans les gares, dans toutes les artères des villes et les différents séjours effectués dans les villages-marchés

en vue de se faire une idée approximative du niveau d'équipement, des infrastructures socio-économiques, socio-éducatives, et socioculturelles et culturelles, l'état des infrastructures de transport, les lieux de dessertes, les transactions commerciales et la typologie de l'habitat. Les faits et gestes des populations enquêtées ont été observés. À cela, il faut ajouter l'application de la théorie des places centrales de Christaller et Lösch qui vise à expliquer l'organisation spatiale des villes et de leur hinterland en fonction de leur localisation relative, de leur taille et du nombre de villes ou lieux, chacune ou chacun étant fournisseur de biens et services pour les zones environnantes. L'influence du marché se caractérise par la capacité de l'espace qui l'abrite à lui fournir régulièrement les produits et services qu'il est en droit d'attendre pour l'exercice et la continuité de ses fonctions d'approvisionnement, de ravitaillement et d'échanges, dévolues aux places centrales.

### **Traitement des données**

L'ensemble des données recueillies pendant l'enquête de terrain a fait l'objet d'un traitement manuel et informatique. Les informations collectées ont été dépouillées de façon manuelle avant d'être saisie à l'ordinateur. Elles ont l'objet d'un recoupement avec celles contenues dans l'exploration documentaire.

Les résultats sont illustrés sous forme d'analyses cartographique, graphique, statistique et réalisés à partir des logiciels spécifiques : Arcview 3.2 pour la cartographie, Excel 2007 pour le traitement graphique et le traitement statistique effectué par un agent de la statistique.

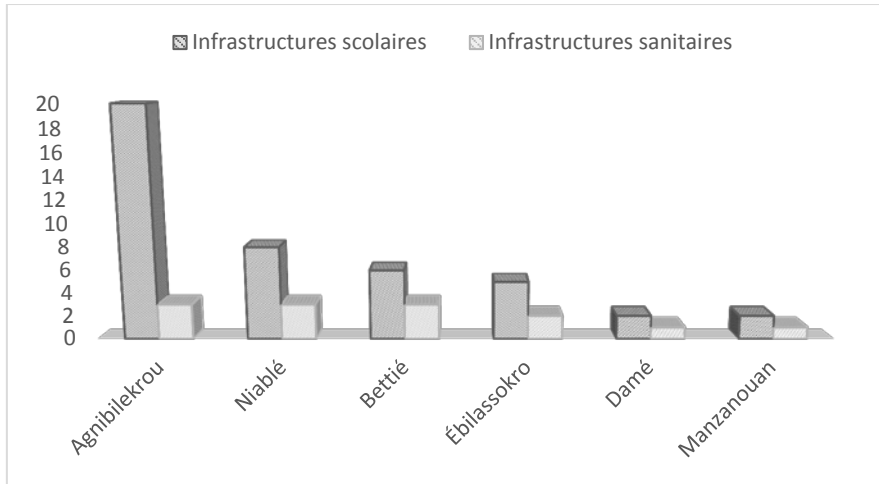
La conjugaison de ces différentes techniques de traitement fait intervenir des données quantitatives et qualitatives. Elle a pour but de confronter notre étude aux résultats d'études antérieures sur les questions de marchés frontaliers.

### **Résultats**

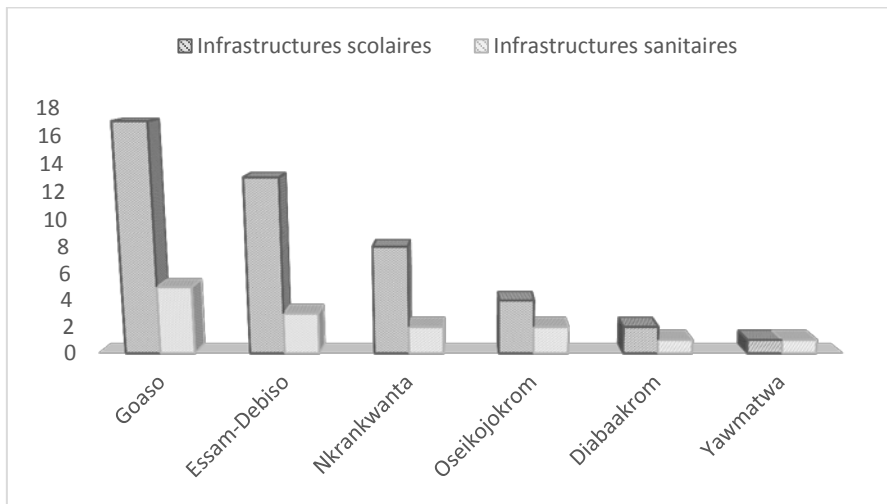
Les retombées de la manne commerciale se déclinent en termes d'investissements dans le bâti ou les services socio-collectifs. Cependant les établissements construits par les pouvoirs publics sont plus élevés que ceux des particuliers.

### **Les infrastructures scolaires et sanitaires**

À partir d'un certain seuil de la population, l'augmentation de la taille du marché entraîne celle de la masse des échanges, de l'intensité du trafic, appelle de nouveaux services et de nouveaux équipements.



**Figure 2 :** Niveau d'équipements scolaires dans chaque localité frontalière ivoirienne



**Figure 3 :** Niveau d'équipements scolaires dans chaque localité frontalière ghanéenne

L'analyse graphique montre que les infrastructures scolaires sont plus nombreuses que les infrastructures sanitaires dans la zone transfrontalière. Il s'agit essentiellement d'écoles primaires, de collèges et de lycées pour le premier ; et d'hôpitaux, de centres de santé, de dispensaires et de maternités pour le second. La présence du marché entraîne une augmentation de la démographie d'où l'importance des équipements scolaires et sanitaires. Les écoles primaires, les lycées et les collèges exercent un pouvoir attractif sur la gence scolaire. La fonction scolaire crée des groupes de jeunes dynamiques, aux idées "nouvelles" par rapport à la vie traditionnelle. L'école permet l'établissement d'une nouvelle échelle des valeurs d'une hiérarchie du prestige dont le critère est l'intégration à la société "moderne". Elle entraîne également la rencontre et le brassage de jeunes d'origine ethnique différente.



Les centres urbains tels qu’Agnibilékrou, Goaso, Niablé et Nkrankwanta sont plus sollicités en la matière grâce aux services énormes qu’ils offrent aux populations environnantes. Ainsi, les infrastructures scolaires et sanitaires sont plus élevées dans ces localités urbaines tandis qu’elles sont moindres dans les autres centres urbains. C’est dans les différentes structures sanitaires que les personnes les plus vulnérables (enfants et vieux) ainsi que les agents économiques sont traités selon la maladie détectée.

### Les autres équipements collectifs

Il s’agit de l’adduction d’eau, de l’électricité, des banques et micro-crédits, des magasins de stockage, des hôtels et de la téléphonie mobile. Ces équipements facilitent l’exercice des activités sur les marchés frontaliers et permettent leur dynamisme. Ils existent pour l’essentiel dans ces localités frontalières. Ainsi, les centres urbains sont mieux lotis dans cette distribution des équipements favorisant le trafic commercial dans la zone. Agnibilékrou, Niablé, Bettié en Côte d’Ivoire, Goaso, Nkrankwanta, Oseikojokrom au Ghana sont pourvues en équipements de première nécessité (**tableau 1 et 2**).

**Tableau 1** : Les équipements collectifs des places commerciales ivoiriennes

Places marchandes	Équipements existants
Agnibilékrou	A; E; M.C; M.S; H; T.M
Niablé	A; E; M.C; M.S; H; T.M
Bettié	A; E; H; T.M
Ébilassokro	A; E; T.M
Damé	A; E; M.S; T.M
Manzanouan	A; E; M.S;

A : Adduction d’eau ; E : Électricité ; B : Banque ; M.C : Micro-crédit ; M.S : Magasins de stockage ; H : Hôtel ; T.M : Téléphonie mobile

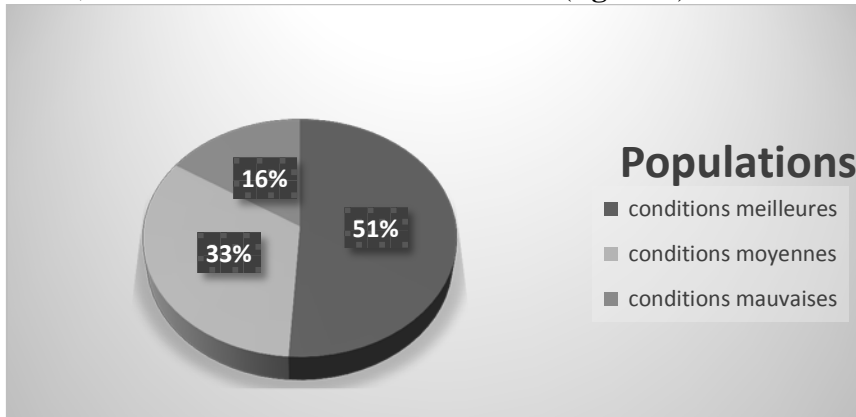
**Tableau 2** : Les équipements collectifs des places commerciales ghanéennes

Places marchandes	Équipements existants
Goaso	A; E; B; M.C; M.S; H; T.M
Essam-Debiso	A; E; M.C; M.S; H; T.M
Nkrankwanta	A; E; M.C; H; T.M
Oseikojokrom	A;E; B; H; T.M
Diabaakrom	A; E; T.M
Yawmatwa	A; E; T.M

A : Adduction d’eau ; E : Électricité ; B : banque ; M.C : Micro-crédit ; M.S : Magasins de stockage ; H : Hôtel ; T.M : Téléphonie mobile

Cependant, dans certaines localités comme Yawmatwa, Manzanouan, et même dans certains quartiers de Goaso et Agnibilékrou, pour s’approvisionner en eau potable, on a recours à des voies détournées à

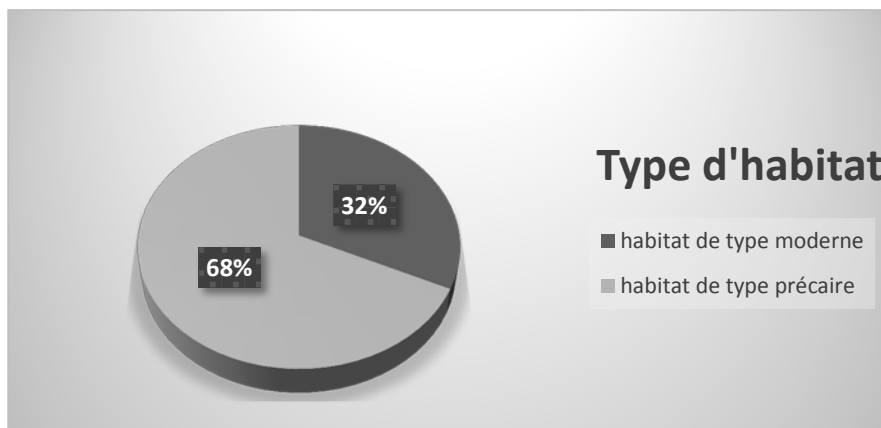
travers des puits d'environ 4 à 8 m. les populations des quartiers périphériques vivent dans des conditions en deçà de la moyenne (51%), tandis que 33% vivent dans des conditions moyennes. Seules 16% de la population, ont des meilleures conditions de vie (**figure 5**).



**Figure 5 :** Pourcentage des acteurs commerciaux en fonction de la qualité de vie dans les localités marchandes frontalières

### **L'impact des marchés sur la typologie de l'habitat**

Les bénéfices réalisés sur les marchés permettent de faire quelques réalisations dans l'immobilier. Le constat est que les investissements dans les constructions en dur sont très faibles dans la région transfrontalière. C'est une région où le traditionnel et le modernisme se confondent pour créer un territoire en pleine mutation. À part quelques constructions en matériaux définitifs et de type moderne qui abritent 32% de la population, le reste des intervenants dans les activités sur les marchés (68%) est disséminé dans des habitats de type précaire allant de constructions en terre battue à des baraques couvertes avec des pailles ou « papos » (**figure 6**). Aucun investissement lourd n'y a été effectué.



**Figure 6 :** Pourcentage des acteurs commerciaux en fonction de la qualité de l'habitat

## Discussion

La présence des marchés frontaliers, même si elle ne permet pas la mise en place d'un investissement lourd, favorise le développement local. Les résultats obtenus suite aux analyses statistiques et observations faites sur le terrain d'investigation montrent que les places marchandes ont un impact visible sur le site frontalier qui les héberge. L'augmentation de la taille de la population fait appel à de nombreux investissements dans le pays-frontière et ceux-ci sont réalisés par les pouvoirs publics avec un soutien assez faible des acteurs commerciaux.

Par l'importance des mouvements quotidiens qu'elle induit, l'implantation des établissements scolaires est un élément majeur de la structuration du territoire. L'État ainsi que les collectivités territoriales ont compris l'importance de l'école d'où l'effort fourni pour qu'elle soit accessible à tous les enfants même dans les villages les plus reculés. Les centres urbains significatifs, qui abritent les marchés quotidiens, sont généreusement pourvus en infrastructures scolaires parce qu'on y trouve des établissements secondaires et techniques ; alors que dans les autres places marchandes, ce sont des écoles primaires qui sont construites.

Au Ghana, l'éducation est l'héritage le plus précieux que tout district peut donner à ses habitants et aussi le seul moyen par lequel le développement peut être propulsé dans la région. Le niveau d'instruction est moins élevé chez les marchands. La part des investissements des acteurs commerciaux est faible car pour la plupart, analphabètes ou déscolarisés, l'école ne représente pas un grand intérêt. Les recherches (par exemple, Nkendah et al, 2012) ont démontré que le manque d'éducation est le fondement du conservatisme, la limitation de la capacité d'absorber les risques, la peur d'investir. Les travaux de Grégoire (1998) sur le Sahara nigérien arrivent à la même conclusion à savoir c'est l'État nigérien qui a doté les confins frontaliers d'infrastructures socio-collectives et d'équipements en vue de tirer parti des activités marchandes qui s'y déroulent. Si elles font partie des équipements collectifs présents à la frontière, les écoles précèdent en général l'effervescence commerciale et ne sont pas le résultat d'un investissement collectif marchand (Bennafla, 2002). Il faut donc faire appel à un dynamisme privé marchand pour que toutes les localités soient pourvues en infrastructures et équipements scolaires de sorte que les enfants ne soient pas obligés de parcourir plusieurs kilomètres pour avoir accès à une école.

Tout comme les infrastructures scolaires, les infrastructures sanitaires sont significatives dans les centres urbains tels que Goaso, Agnibilékrou et jouissent d'une importance capitale auprès des populations. Dans les autres localités, l'on rencontre des dispensaires ou centres de santé secondaires. En plus de leur fonction commerciale et de transit, ces places d'échange assurent

une fonction administrative qui leur permet de bénéficier d'équipements sociaux (centre de santé, sous-préfecture, brigade de gendarmerie, collège). Les déplacements quotidiens des marchands et transporteurs ainsi que l'enregistrement de nouveaux venus mettent les localités marchandes frontalières dans une situation inconfortable. Elles sont une zone potentiellement à risque pour des maladies pandémiques comme le sida et les infections sexuellement transmissibles. Le rapport de l'onusida sur l'épidémie en 2006 confirme un taux de prévalence de 4,7% dans la population frontalière.

Les recherches de Nassa (2005) viennent corroborer cette opinion. Sur les points de passage, se développent des barrages-marchés qui deviennent des foyers de développement de la prostitution et de multiplication des rencontres occasionnelles. Les comportements des différents acteurs du commerce ont contribué à favoriser la diffusion des virus. Le sida est devenu en quelques années un problème de santé public majeur. La présence des marchés a attiré des infrastructures sanitaires publiques et cliniques privées assurant le traitement de certains maux.

Cependant, une partie de la population préfère les "pharmacies ambulantes"<sup>151</sup>. La pauvreté et l'analphabétisme sont les principales causes. Cela présente des conséquences très graves (insuffisance rénale, décès) pour les consommateurs car ceux qui les vendent n'ont aucune formation en la matière. L'État doit prendre des dispositions nécessaires et rigoureuses pour proscrire la vente de ces médicaments et surtout créer dans chaque localité des infrastructures de santé de première nécessité et favoriser l'accès à celles-ci en revoyant à la baisse les prix des médicaments. Les travaux de recherche de Bennafla (1998) soutiennent que parmi les rares constructions en dur que compte Mbaiboum, on trouve une école primaire et un dispensaire, construit en 1996 grâce à un financement de la coopération française, et destiné à soigner les maladies sexuellement transmissibles.

Au regard des observations faites, il convient de dire que les autres équipements socio-économiques sont très importants pour le bon fonctionnement des marchés. Leur présence favorise le développement des localités marchandes frontalières. Cependant, le manque d'eau potable et d'électricité dans certaines localités et même dans les périphéries des centres urbains significatifs favorise la présence de plusieurs puits et l'utilisation de lampes-tempêtes. Ce manque d'eau est source de maladie d'origine hydrique (les maladies diarrhéiques). Les sociétés de distribution d'eau sont indexées par les populations qui rejettent sur elles les difficultés rencontrées. Elles s'en défendent et demandent la réhabilitation des stations de traitement

---

<sup>151</sup> Ce sont des médicaments d'origine indienne ou asiatique qui sont colportés de marché en marché par des commerçants.

d'eau et du matériel de travail vieillissant. Pour Bennafla (1999), certaines places marchandes ne disposent d'aucun équipement de première nécessité. Elle relève la situation difficile que vit Mbaiboum, localité d'échange aux frontières multiples qui n'a ni tracé de voirie, ni adduction d'eau, ni électricité. Nassa (2005) est catégorique sur la situation ; les populations vivant dans ces régions frontalières se sentent "abandonner" par l'État dans le processus de développement du territoire. Une opinion qui mérite d'être évoquée mais il faut la prendre avec beaucoup de réserve.

Aussi, le développement spectaculaire des téléphones mobiles dans les pays de la sous-région ouest africaine est-il une chance pour les places commerciales. À travers ceux-ci, les flux immatériels (informations) peuvent circuler sur les différents marchés. Ces informations concernent les prix des produits, la disponibilité des produits et les poches d'insécurité... cela participe à l'intégration des marchés. Cependant, toutes les localités surtout les entrepôts frontaliers n'ont pas accès à ces informations. Ce qui permet aux acheteurs de jouer sur le facteur prix et très souvent avoir des prix très bas comme le cas des produits agricoles.

Il faut relever l'importance des banques et micro-crédits. Dans une région transfrontalière où les coupeurs de route sèment l'insécurité et la désolation, la seule et unique manière de sécuriser les fonds produits par les marchés est de les déposer dans les institutions de crédit. En plus de leur sécurisation, il est possible de demander des prêts en vue d'augmenter le capital initial. À part les grands négociants, il est difficile pour des commerçants dont l'assise financière est faible de vouloir déposer des fonds dans une banque dans la mesure où ils en ont besoin quotidiennement. Avec l'insécurité qui règne dans les localités, ils s'exposent à des vols et braquages.

Les investissements dans les bâtiments d'habitation et hôtels sont insuffisants dans les zones frontalières. Les maisons de type villa construites en dur sont rares alors que les habitats de type précaire allant de constructions en terre battue à des baraques couvertes avec des pailles ou « papos » sont nombreux. Cela est dû au fait que la majorité des commerçants préfère investir dans les villes intérieures où les dividendes sont davantage considérables. Bennafla (2002) ne voit pas de cet œil ; la précarité des constructions semble être l'apanage des places marchandes frontalières africaines. La plus frappante est le caractère rudimentaire et extrêmement sommaire de l'habitat à Mbaiboum, lié à l'absence quasi totale de constructions en dur (Bennafla, 1998). Gigantesque capharnaüm, la ville a des allures de bidonville : la plupart des boutiques et des habitations se composent de simples boukarous en matériaux végétaux et de maisons en terre (ou *poto-floto*), aux murs souvent enduits d'une couche de ciment et au toit fait de tôle ondulée. Le délaissement des bordures frontalières par les investissements privés obéit à un cercle vicieux : en effet, pourquoi

construire une maison et s'établir dans une localité où il n'y a pas d'hôpital pour soi et les siens, où les possibilités de scolarisation pour les enfants sont limitées, en bref où les conditions de vie matérielles sont peu attirantes ?

Au regard de la faible contribution des acteurs commerciaux aux investissements dans les localités marchandes frontalières, des solutions idoines et appropriées seraient envisageables. L'État devra jouer son rôle régalien en matière de sécurisation des biens et des services en installant dans ces lieux plusieurs brigades armées prêtes à découdre avec les bandes de coupeurs de routes et autres voleurs.

### **Conclusion**

Il ressort de cette étude que les places marchandes frontalières ont un impact non négligeable en termes d'investissements sur le pays-frontière. Cela se vérifie au niveau des infrastructures socio-collectives et de certaines constructions en dur qui s'y trouvent. Cependant, les investissements aux confins des territoires sont pour la plupart réalisés par les pouvoirs publics. Les marchands et transporteurs qui opèrent toujours sur les places d'échanges sont faiblement impliqués dans le développement local. La majorité des commerçants ne résident pas sur le site frontalier. La déficience des investissements aux frontières empêchent d'appréhender les zones frontalières comme les lieux d'un développement futur. Face à cela, des solutions appropriées doivent être adoptées en termes d'opportunité et de faveurs aux acteurs commerciaux frontaliers. Des promotions immobilières devraient être envisagées pour les acteurs de commerce en vue d'insuffler le développement local.

Ce travail montre la nécessité d'accorder une importance aux places marchandes sur les marges des États. Ce qui pourrait en faire des pôles de développement.

### **Remerciements**

Les auteurs expriment leur gratitude à la direction générale de la douane et au ministère du commerce pour leur appui technique ; les collectivités territoriales pour leur soutien matériel.

### **References :**

- Atta K & Depe JC Bello, mai 1989 - Echanges régionaux, commerce frontalier et sécurité alimentaire en Afrique de l'ouest, INRA (Montpellier), UNB (Cotonou), IRAM (Paris), 50p.
- Bennafla K, 1998 - Mbaiboum : un marché au carrefour de frontières multiples in *Egg J & Herrera J (dir.) Echanges transfrontaliers et intégration régionale en Afrique subsaharienne*, éditions de l'Aube, ORSTOM (France), pp 53-72.

- Bennafla K, 1999 - La fin des territoires nationaux ? Etat et commerce frontalier en Afrique centrale, *in politique africaine* n°73, 26p.
- Bennafla K, 2002 - Le commerce frontalier en Afrique centrale : acteurs, espaces, pratiques, éditions Karthala (France), 368p.
- Bennafla K, 2003 - Commerce, marchés frontaliers et villes frontalières en Afrique centrale *in Pumain D, dir, villes et frontières*, Paris, Anthropos, pp 137-150.
- Chalfin B, 2001- Border zone trade and the economic boundaries of the state in north-east Ghana, Edinburgh University Press, Edinburgh (Royaume Uni), vol.71, n°2, pp220-224.
- Fanchette S, 2001-Désengagement de l'Etat et recomposition d'un espace transfrontalier : la Haute - Casamance et ses voisins, Autrepart (France), n°19, pp 91-113.
- Grégoire E, 1998 - Sahara nigérien : terre d'échanges *in Egg J & Herrera J- Echanges transfrontaliers et intégration sous régionale en Afrique subsaharienne*, ORSTOM (France), n°6, pp 91-104.
- Grijol K, 1996 - Les marchés hebdomadaires : un facteur essentiel du développement économique et social au Sénégal. L'exemple du marché de Ndoum *in Les Cahiers d'Outre-mer* n° 49 (195), pp297-316.
- Igue O J, 1989 - Le développement des périphéries nationales en Afrique *in Pinton F – Tropiques, lieux et liens*, ORSTOM, Paris, pp 594-605.
- Igue O J & Soule G B, 1993 - Etat, frontières et dynamiques d'aménagement du territoire en Afrique de l'ouest, LARES, 80p.
- Igue O J, 1995 - Le territoire et l'état en Afrique : les dimensions spatiales du développement, éditions Karthala, paris, 277p.
- Nassa D D, 2005 - Commerce transfrontalier et structuration de l'espace au Nord de la Côte d'Ivoire, thèse unique, université de Bordeaux 3, 336p.
- Nkendah R, AKO E, Tamokwe B & Melingui E. 2012. Le Commerce transfrontalier informel des produits agricoles et horticoles entre le Cameroun et ses voisins de la CEMAC: *Implications sur la sécurité alimentaire sous régionale*, Université de Douala, Cameroun, 84p.
- Ocde, 2003- Échanges et structuration de l'espace *in L'Afrique centrale et les régions transfrontalières*, n°4, pp 101-108.
- Piermay J L, 2005 – La frontière et ses ressources : regards croisés *in Le territoire est mort, vive les territoires !*, France, pp 203-222.